

ADAPTATION, TRANSITION : LA FILIÈRE POURVOYEUSE DE SOLUTIONS



SOMMAIRE



3

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Anne Duisabeau, présidente de France Bois Forêt



4

DÉMARCHE D'UTILITÉ SOCIÉTALE

Utile par essence : les engagements de la filière validés



6

SYLVICULTURE ET AMONT FORESTIER

Développer la contractualisation pour la vente des bois des communes forestières • Fiabiliser la traçabilité des bois ronds • Simulateur d'aides au renouvellement forestier : premier bilan



12

LA FILIÈRE FORÊT-BOIS AU FÉMININ

Entretien avec Charlotte Idiart, responsable forestière

14

TRANSFORMATION ET USAGES DU BOIS

La prescription bois, présente dans tous les territoires • Résobois, la plateforme de *networking* de la construction bois • Favoriser le recyclage des déchets de bois

22

ÉCONOMIE

Conjoncture de la filière forêt-bois

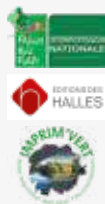
26

COMMUNICATION

Nos forêts envoient du bois : une deuxième vague publicitaire qui renforce l'impact de la campagne • Prix national de la construction bois 2026 • Une vie sans bois, vous y croyez ?

31

LES ÉVÉNEMENTS DE LA FORÊT ET DU BOIS À VENIR



ÉDITEUR : FRANCE BOIS FORÊT - 120 AVENUE LEDRU-ROLLIN - 75011 PARIS - FRANCEBOISFORET.FR • **SERVICE GESTION CVO** : 03 66 88 39 63 •
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : ANNE DUISABEAU • **RÉALISATION** : ÉDITIONS DES HALLES • **RÉDACTION** : ANNA ADER, VOLODIA OPRITCHNIK •
MAQUETTE : DAPHNÉ SAINT-ESPRIT • **SECRÉTARIAT DE RÉDACTION** : DIDIER CHATELAIN • **ADMINISTRATION** : ÉDITIONS DES HALLES, 110 RUE DE FONTENAY -
CS 20010 - 94303 VINCENNES CEDEX • **PHOTOGRAVURE ET IMPRESSION** : AUBIN IMPRIMEUR, CHEMIN DES DEUX-CROIX - CS70005 - 86240 LIGUGÉ -
AUBIN IMPRIMEUR PARTICIPE À LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET A REÇU LE LABEL IMPRIM'VERT – LA LETTRE B EST IMPRIMÉE SUR PAPIER PEFC •
TIRAGE : 19 500 EXEMPLAIRES - N° ISSN : 2267-4632 • **DÉPÔT LÉGAL** : 4^e TRIMESTRE 2026 • **EN COUVERTURE** : © ADOBE STOCK, © FRANCE BOIS FORÊT-CODIFAB, © FRANCE BOIS FORÊT-CODIFAB, © FRANCE BOIS FORÊT-CODIFAB, © FRANCE BOIS FORÊT-CODIFAB

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE



Photo : Marion Frégeac

Chers lecteurs, chers collègues,

Cet espace est l'occasion pour l'interprofession d'adresser à nouveau son plus sincère soutien aux professionnels et aux propriétaires forestiers touchés par les événements climatiques extrêmes de l'été, ainsi qu'à ceux qui pourraient être atteints par les dépérissements massifs qui, régulièrement, s'ensuivent. Ces incendies ont rappelé l'urgence d'agir et l'importance des actions menées par la filière pour adapter les forêts au changement climatique. Face à ce défi, comme face à ceux de la souveraineté et d'un contexte géopolitique incertain, la filière répond et répondra toujours par l'action collective et le dialogue.

Les dernières semaines ont été porteuses de nouvelles plus réjouissantes. Le décret d'application de l'article L. 121-6 du Code forestier instaurant un régime d'aides au renouvellement forestier, suspendu par le Conseil d'État le 15 juillet dernier, a finalement été publié fin septembre,

une revendication portée avec succès par France Bois Forêt. Il permet la reprise de l'instruction des dossiers de demandes d'aides déposés avant le 10 juin 2026. L'interprofession reste pleinement mobilisée pour obtenir des pouvoirs publics la réouverture du guichet aux nouveaux dossiers.

À Batimat, le salon des professionnels de la construction, le bois a su attirer l'attention, notamment grâce à la remise du Prix national de la construction bois (PNCB) lors de l'événement, le 30 septembre dernier. Pas moins de huit projets d'exception ont été récompensés, du logement individuel au logement collectif en passant par le complexe sportif, la surélévation ou encore la réhabilitation. Vous pouvez retrouver toutes les informations sur cette édition du PNCB en pages 28 et 29 du présent numéro de *La Lettre B*.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Anne Duisabeau,
présidente de France Bois Forêt

Utile par essence : les engagements de la filière validés



Photo : Adobe Stock

VALIDATION DES ENGAGEMENTS *UTILE PAR ESSENCE*

La démarche *Utile par essence* a été pensée et menée en deux phases successives : la révélation de l'utilité de la filière forêt-bois, puis l'identification des engagements concrets qui guideront la mise en œuvre d'actions collectives.

Après environ 18 mois de travail, les 9 engagements de la démarche *Utile par essence* ont été validés et adoptés par la filière (voir page suivante).

RÉVÉLER L'UTILITÉ DE LA FILIÈRE

La première étape de la démarche a consisté à mener une étude auprès d'un échantillon représentatif des Français pour mieux appréhender leur vision de la forêt et du bois.

En parallèle, la filière a identifié des indicateurs chiffrés permettant de mesurer le progrès de la démarche et de communiquer sur son avancement. Les résultats de ces travaux ont permis de discerner trois piliers majeurs de l'utilité de la filière et de définir les

indicateurs clés associés qui seront suivis régulièrement.

CONSTRUIRE DES ENGAGEMENTS CONCRETS

Pour répondre aux besoins de la société et aux exigences climatiques et environnementales, la filière avait pour ambition de s'engager concrètement et se donner des objectifs d'amélioration. Grâce à l'implication de l'ensemble de celle-ci dans des groupes de travail dédiés, l'année 2025 a permis d'aboutir à la définition de neuf engagements collectifs ambitieux assortis d'actions concrètes.

Les engagements définis par la filière respectent plusieurs critères essentiels :

- un impact environnemental et social réel et mesurable ;
- une réponse concrète aux attentes des citoyens et des parties prenantes ;
- une cohérence forte avec les savoir-faire et les expertises des acteurs de la filière.

Ainsi, chaque engagement se voit attribuer un objectif clair, des indicateurs clés et un calendrier ambitieux, mais réaliste.

METTRE EN ŒUVRE DES ACTIONS COLLECTIVES

En parallèle de leur finalisation et de leur validation, un travail de priorisation des actions à mener et des engagements à travailler a été initié dès la fin 2025.

Les grandes actions prioritaires sont les plus structurantes pour notre filière (voir page suivante) : Renforcer la place du bois comme matériau de référence (#1), Poursuivre le développement des connaissances sur la biodiversité (#5) et Promouvoir la gestion durable comme levier d'adaptation (#6).

Divers experts des sujets concernés, répartis en groupes de travail thématiques, ont déjà été consultés pour identifier et prioriser les actions à mener et affiner le cahier des charges des programmes collectifs qui permettront à la filière d'agir efficacement au travers de ces actions. ➡

RÉPONDRE AUX BESOINS DES HUMAINS

#1. Contribuer à la décarbonation et à la qualité d'usage des bâtiments en y développant la place du bois

- Renforcer la place du bois comme matériau de référence face aux enjeux environnementaux du secteur
- Développer une communication globale et un outil unique de référence valorisant les atouts du bois
- Co-construire les leviers d'accélération du transfert de compétences avec les parties prenantes externes

#2. Favoriser le recours à la ressource française pour renforcer la souveraineté et le dynamisme des territoires

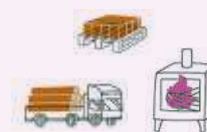
- Faire des grands chantiers une vitrine de mobilisation de la chaîne de valeur française
- Renforcer la prescription des essences feuillues
- Promouvoir la contractualisation comme un outil de sécurisation des approvisionnements
- Assurer une veille des évolutions d'usages

#3. Poursuivre la protection des professionnels et la modernisation de la filière

- Généraliser les Points de rencontre des secours en forêt
- Renforcer la sécurisation juridique et les dispositifs de soutien face aux agressions et dégradations
- Promouvoir la mécanisation et l'automatisation des métiers de la filière

#4. Promouvoir la diversité de nos métiers porteurs de sens et ancrés dans les territoires

- Développer et promouvoir une stratégie collective employeur
- Faire de chaque collaborateur un ambassadeur
- Renforcer les liens avec les acteurs de la formation, de l'orientation et de l'emploi
- Promouvoir la féminisation des métiers



PROTÉGER ET RÉGÉNÉRER LE VIVANT

#5. Renforcer les connaissances et les bonnes pratiques en faveur de la biodiversité

- Promouvoir et mettre à jour les outils et bonnes pratiques existantes
- Poursuivre le développement des connaissances sur la biodiversité
- Faire connaître au grand public les liens entre gestion forestière et richesse de la biodiversité en forêt

#6. Maintenir des forêts dynamiques, résilientes et diversifiées

- Favoriser le renouvellement forestier et la biodiversité en agissant pour un meilleur équilibre forêt-gibier
- Promouvoir la gestion durable des forêts comme levier d'adaptation
- Mettre en gestion davantage de petites surfaces
- Consolider nos leviers d'actions face aux crises



LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

#7. Investir dans la recherche et l'innovation pour l'adaptation des forêts au changement climatique

- Renforcer la coopération multiacteur pour développer et partager les connaissances
- Favoriser l'émergence de solutions d'adaptation opérationnelles et réalistes en lien avec les usages prioritaires
- Agir de manière proactive pour le développement des financements privés de l'adaptation, afin d'en garantir l'adéquation avec les enjeux de la gestion forestière

#8. Renforcer la pédagogie et la compréhension des enjeux forêt-bois

- Prendre la parole massivement dans les médias
- Multiplier les actions de pédagogie sur le terrain
- Structurer un réseau d'élus locaux formés

#9. Poursuivre et renforcer notre engagement en faveur de l'économie circulaire

- Renforcer le recyclage dans les produits bois et le développement de solutions alternatives au plastique
- Développer le réemploi à grande échelle
- Renforcer l'autoconsommation énergétique dans le respect de la complémentarité des usages



Développer la contractualisation pour la vente des bois des communes forestières

Rencontre entre élus, Communes forestières France et ONF dans le cadre d'une activité d'information sur le sujet de la contractualisation.

Depuis 2021, Communes forestières France (CFF) a engagé un programme de sensibilisation aux vertus de la vente des bois des forêts publiques par contractualisation qui séduit de plus en plus d'élus.

La vente de leurs bois demande aux communes forestières compétence et technicité. C'est pourquoi, sur proposition de l'Office national des forêts (ONF), qui exploite et commercialise le bois des parcelles communales, les collectivités relevant du régime forestier peuvent choisir de recourir à la vente par contrat d'approvisionnement.

Adopté par de nombreuses communes forestières, il s'agit d'un contrat de vente de bois façonnés, négocié de gré à gré,

dans lequel un acheteur s'engage, auprès de l'ONF, à acquérir un volume défini et issu de récoltes en forêt publique, sur une période allant de quelques mois à plusieurs années.

PILOTER LA COMMERCIALISATION

Pour les communes, les avantages de ce type de commercialisation sont multiples : forte garantie de vente et sécurisation des recettes, meilleure valorisation des qualités moyennes de bois, prix garantis à la signature du contrat et négociés pour plusieurs mois, maintien de la dynamique des coupes et respect de la sylviculture prévue à l'aménagement, approvisionnement garanti d'entreprises locales.

« Grâce à la contractualisation, les élus disposent d'une meilleure connaissance de leurs forêts et des produits vendus,

ils peuvent piloter la commercialisation et la structuration de filières locales, et assurent la mise en œuvre de l'aménagement forestier », souligne Angéline Fourchaud, chargée de mission Valorisation du bois à Communes forestières France.

Le système peine cependant à convaincre une part des élus car il nécessite un fin pilotage de la trésorerie de la commune : contrairement aux ventes de bois classiques, la commune ne perçoit pas d'acompte au moment de la vente ou de la coupe effective, mais l'ONF reverse le montant de la vente lorsque les bois sortent de la forêt. Il y a donc un délai entre le contrat et la coupe, puis entre la coupe et le reversement à la commune. Néanmoins, en 2025, 35 % des volumes de bois vendus par les communes via l'ONF l'ont été par contrats



Photos : Communes forestières

PROGRAMME

Référence : 25SF2204

Budget total : 383 262 €

Financement France Bois Forêt : 39 %

d'approvisionnement, soit 12 % de plus qu'en 2021.

ACCOMPAGNER LES ÉLUS

Afin de promouvoir ce mode de commercialisation, Communes forestières France a donc engagé de nombreuses actions d'accompagnement des élus.

« Les habitudes de commercialisation peuvent être difficiles à changer. Il faut par conséquent expliquer et accompagner les élus pour qu'ils adhèrent à ce mode de vente », poursuit Angéline Fourchaud.

Depuis 2024, au niveau national, le réseau des communes forestières a mis à disposition de ces derniers de nombreux

outils, notamment le kit pour faciliter le développement de la contractualisation.

Riche en supports pédagogiques et en modèles de documents (délibération, stratégie commerciale...), ce kit développé en partenariat avec l'ONF facilite la compréhension et la mise en œuvre du mécanisme.

Localement, les chargés de mission des unions régionales de communes forestières ont organisé des webinaires, des journées d'information et des visites en entreprises pour présenter le processus de contractualisation. Ils suivent également pas à pas les communes

qui s'engagent dans la contractualisation et qui ont besoin d'accompagnement particulier. Ces actions ont permis de former à la contractualisation 2 232 élus dans 2 047 communes sur l'année 2025, avec de bonnes perspectives : *« Dès qu'une commune expérimente la contractualisation, elle continue d'utiliser ce mode de vente par la suite. De plus, l'expérience d'une commune peut convaincre les communes environnantes de faire appel à ce mode de vente »,* conclut Angéline Fourchaud. 🌱



Visite de scierie en région Bourgogne-Franche-Comté, organisée dans le cadre d'une journée d'information sur la contractualisation.



Visite d'une scierie en Alsace dans le cadre d'un Comité national des ventes.



Visite d'une scierie avec des élus, réalisée dans le cadre d'une journée d'information sur la contractualisation organisée en collaboration avec l'ONF.

Fiabiliser la traçabilité des bois ronds



Photos : Christophe Ginet/ONF

Lot de grumes plaquettées sur une place de dépôt.

Obligation réglementaire, l'identification des grumes rencontre des obstacles techniques. Ils devraient être levés grâce aux expérimentations coordonnées par l'Office national des forêts (ONF).

PROGRAMME

Référence : 25SF2222

Budget total (sur 2 ans) : 191 780 €

Financement France Bois Forêt : 80 %

La traçabilité des bois ronds est devenue une nécessité pour les différents maillons de la chaîne de valeur du bois. Entré en vigueur en juin 2023, le Règlement européen contre la déforestation et la dégradation des forêts (RDUE) impose la géolocalisation exacte et la déclaration, d'origine, depuis la parcelle de production des bois mis sur le marché dans les pays de l'Union européenne.

Voie royale d'accès aux ventes de chêne organisées par l'Office national des forêts, le label « Transformation UE » impose que chaque grume de chêne soit dotée d'un numéro unique et suivie de son abattage à sa transformation.

DÉVELOPPER UN MARQUAGE ROBUSTE ET LISIBLE

Donner une identité à chaque pièce depuis la place de dépôt en forêt et la

retrouver dans le bordereau de cubage détaillé de la scierie apporte de la transparence et permet des gains de productivité en réduisant les multiples cubages. Reste à mettre en place un système d'identification efficace, sûr et peu coûteux.

C'est tout l'enjeu du programme « Traçabilité bois ronds 2D » qui vise à développer un système de marquage physique des grumes grâce à des plaquettes, papetières ou en plastiques, équipées d'un code en deux dimensions (2D), couplé à un dispositif de lecture automatique en scierie.

Rapidement, les partenaires du projet se sont orientés vers un système de plaquette, d'environ 40 millimètres de côté, dotée d'un code matriciel. « L'un des enjeux a été de mettre au point un codage standardisé qui permette

d'identifier le fournisseur de bois et sa zone de production sans possibilité de doublon », explique Christophe Ginet, chargé de mission Transition numérique à l'Office national des forêts (ONF). Pour fluidifier ce process, l'ONF s'est rapproché de GS1, organisation internationale spécialisée dans le développement de standards qui a permis aux entreprises d'identifier, de structurer et de partager leurs données de traçabilité.

SYSTÈME DE LECTURE À INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Une autre difficulté était de faire en sorte que le code soit compréhensible par des lecteurs dans des conditions dégradées. « Les systèmes de lecture optique et de décodage que nous avons testés, qui utilisent des intelligences artificielles, comprennent et interprètent le code d'une plaquette endommagée jusqu'à un quart de

sa surface », se félicite Christophe Ginet. Pour qualifier ces lecteurs, plusieurs scieries ont accepté d'en équiper leur convoyeur. Chacun d'entre eux étaient dotés d'un système de lecture optique SR-X300 qui intègre un triple système d'éclairage autonome. Efficaces jusqu'à 80 centimètres de distance, ces appareils doivent être correctement positionnés pour optimiser leurs performances. « Pour le moment, nous obtenons un taux de bonne lecture de la plaquette proche de 90 %. Sur ce terrain, aucune technologie ne peut aujourd'hui prétendre atteindre les 100 %, sauf à exploiter la technologie des empreintes numériques comme dans le projet Biomtrace¹ », rappelle Christophe Ginet. Les résultats définitifs de ces expérimentations devraient être présentés à la fin du premier trimestre 2027. 🟢

¹ La Lettre B n° 56, pp. 4 à 7.



Exemple de plaquette avec les différents niveaux d'information dont le code Datamatrix qui porte la valeur (01)03770039939004(416)3770039939028(21)00000001 selon la codification définie dans le projet. Dans cet exemple, le code identifie de manière unique qu'il s'agit d'un bois rond de marque ONF, produit par l'agence de Schirmeck et dont le numéro de série est 1.



Image vue par le lecteur et qui peut être stockée comme preuve de passage.



Bois plaqueté avant son passage dans le cubeur.



Expérimentation de la solution dans une scierie.

Simulateur d'aides au renouvellement forestier : premier bilan



Photo : Fransylva

Audit d'un projet de boisement labellisé bas carbone et ayant bénéficié d'un financement privé.

Adapter la forêt au changement climatique passe notamment par son renouvellement, lequel représente un coût important. De nombreuses aides existent, mais il n'est pas toujours facile de s'y retrouver. C'est pourquoi Fransylva Services a mis au point un simulateur qui permet aux propriétaires et aux gestionnaires forestiers de découvrir les aides auxquelles ils peuvent prétendre en fonction des caractéristiques de leur projet. Entretien et premier bilan avec Louise Landais, cheffe de projets Carbone et Biodiversité de la fédération.



Rendez-vous
sur le simulateur
d'aide au
renouvellement
forestier

PROGRAMME

Référence : 25GF2186

Budget total (sur 4 ans) : 403 k€

Financement France Bois Forêt : 80 %

Dans quel contexte l'idée de créer cette plateforme numérique est-elle née, et quels ont été ses objectifs initiaux ?

Le renouvellement forestier constitue un enjeu majeur pour accompagner l'adaptation des forêts au changement climatique. Il doit s'appuyer, selon les contextes et les peuplements, sur la régénération naturelle lorsqu'elle est possible et adaptée, et être complété, lorsque nécessaire, par des actions de plantation ou d'enrichissement permettant d'accélérer cette adaptation. La plantation d'arbres permet d'introduire des essences

adaptées au climat futur et ainsi de rendre la forêt globalement plus résiliente. Ces opérations très coûteuses sont toujours à la charge des propriétaires forestiers. Différents dispositifs existent pourtant aux échelles européenne, nationale, régionale et départementale, mais leur multiplicité les rend souvent difficiles à identifier, voire inaccessibles et donc peu mobilisés par les forestiers. C'est de ce constat qu'est née l'idée de créer le simulateur permettant, d'une part, de recenser les outils disponibles, d'autre part, de simuler un projet de renouvellement afin d'identifier précisément les aides auxquelles chaque propriétaire est éligible.

Combien de temps la réalisation de ce projet a-t-elle nécessité, et quelles ont été les principales étapes ?

En 2021, nous avons engagé une étude de faisabilité lors de laquelle nous avons interrogé les potentiels futurs utilisateurs du simulateur. Les résultats de cette étude ont montré qu'il y avait une vraie envie de mobiliser ces dispositifs

et un besoin de clarification pour s'y retrouver dans leur diversité. Un cahier des charges a ensuite été rédigé, puis le simulateur a été développé pendant 3 ans avec l'aide d'un prestataire technique. L'outil est disponible en ligne depuis 2024, et nous sommes aujourd'hui dans une démarche d'amélioration continue. La plateforme permet désormais aux utilisateurs de bénéficier d'une estimation du montant d'aide attendu et de comparer les dispositifs adaptés à leur projet, grâce à des propositions multiples et régulièrement actualisées.

Quel est, aujourd'hui, le bilan d'exploitation du simulateur ?

Depuis le lancement, environ 5000 simulations ont été réalisées et près de 350 aides recensées pour une surface de 50 000 hectares. Il s'agit principalement d'aides publiques, mais aussi privées, sous forme de subventions, d'avances remboursables ou de revenus, réparties dans toutes les régions. Elles concernent

en majorité le reboisement, ainsi que l'amélioration et le boisement. Dans la majeure partie des cas, les simulations sont effectuées par des propriétaires privés. Par ailleurs, 120 utilisateurs ont créé un compte sur la plateforme, ce qui leur permet de sauvegarder toutes les simulations, de les comparer entre elles et, potentiellement, de refaire une simulation un peu différente pour voir s'ils sont éligibles à d'autres aides. L'outil dispose aussi d'une fonctionnalité supplémentaire sur sa page d'accueil : un catalogue beaucoup plus large qui ouvre accès à des aides concernant d'autres opérations que le renouvellement forestier (débardage, établissement d'un plan simple de gestion...).

Quelles seront les prochaines actions développées autour de la plateforme ?

Le simulateur d'aides au renouvellement forestier est un outil construit par et pour la filière forêt-bois. L'enjeu est maintenant de le diffuser au maximum

pour que tous les intéressés puissent s'en emparer pleinement. Une campagne de communication était programmée en septembre 2026, et nous espérons qu'elle fonctionnera aussi bien que celle que nous avons organisée en 2024.

Nous avons aussi prévu de publier sur le compte LinkedIn de Fransylva Services trois vidéos tournées au printemps dernier, qui permettent d'illustrer un projet concret ayant mobilisé deux financements présents sur le simulateur, un privé et un public.

À l'avenir, nous souhaitons mettre l'outil à disposition des opérateurs forestiers pour qu'ils puissent le publier sur leurs propres sites. En contrepartie, ils pourraient avoir accès à des données synthétiques issues des requêtes effectuées sur le simulateur, ceci afin d'avoir des perspectives sur les besoins de travaux forestiers. ➔

FRANSYLSVA SERVICES

Contexte 2 Parcelle 3 Projet 4 Travaux 5 Financement Se connecter

Etat parcelle Densité actuelle Vulnérabilité Valeur du bois

Quel est l'état actuel de la parcelle ? *

☐ Jeune peuplement (avant la 1ère exploitation)

☐ Peuplement sain et en croissance

☐ Peuplements matures

☐ Peuplement dépérissant (ravageur, pathogènes, inadéquation à la station...)

☐ Peuplement sinistré par une catastrophe naturelle (tempête, sécheresse, incendie, grêle...)

15 Aides possibles

Entretien avec Charlotte Idiart, responsable forestière

Photos : Néosylva



Charlotte Idiart, responsable des forêts du Sud-Ouest au sein de la société Néosylva : « *Les femmes sont présentes dans pratiquement tous les services [...] En forêt, de plus en plus de techniciennes exercent.* »

Travaux avant enrichissement en chênes.



Elle se destinait au milieu de la pêche : elle est aujourd'hui responsable forestière !
Entretien avec Charlotte Idiart, responsable des forêts du Sud-Ouest au sein de la société Néosylva.

COMMENT ÊTES-VOUS ARRIVÉE DANS LA FILIÈRE FORÊT-BOIS ?

En fait, au départ, j'ai été plus attirée par le milieu aquatique. J'adore la pêche et je voulais devenir garde-pêche ! J'ai donc passé un bac pro en aquaculture, mais une fois le diplôme en poche, je me suis rendu compte qu'il était très difficile de

trouver un emploi dans ce domaine. En 2009, l'année de la tempête Klaus, j'ai décidé de faire un BTS en gestion forestière, en alternance avec un travail à FCBA à Cestas Pierroton. Mon souhait était d'exercer en extérieur, au contact de la nature. Avant d'arriver chez Néosylva en novembre 2022, j'ai travaillé six ans au Centre national de la propriété forestière, puis quatre ans à la chambre d'agriculture des Landes.

EN QUOI VOTRE TRAVAIL CONSISTE-T-IL ?

Néosylva a été créée pour aider les propriétaires dans le financement et la gestion des travaux forestiers dans leurs forêts. Il s'agit principalement de petites propriétés, souvent très

morcelées, peu ou pas gérées. Je fais de la prospection pour trouver des propriétaires susceptibles d'être intéressés par le principe que nous proposons. Après une prise de contact, je me rends sur le terrain avec un gestionnaire forestier pour visiter les parcelles en question et préparer un projet que l'on soumet ensuite au propriétaire. Si celui-ci l'accepte, nous signons le contrat. Je travaille aussi avec le CNPF pour mettre en place des documents de gestion durable. L'idée est de suppléer le propriétaire en agissant en partenariat avec un gestionnaire local et les entreprises des travaux forestiers. Nous avons besoin de ces interlocuteurs sur place car

nous intervenons sur un très large périmètre. Par exemple, actuellement, je travaille sur dix départements.

CONSTATEZ-VOUS DANS VOTRE ENTREPRISE UNE ÉVOLUTION DES MÉTIERS QUE L'ON AURAIT AUTREFOIS QUALIFIÉS DE MASCULINS ?

Nous avons la chance d'être une société très jeune, si les femmes y sont encore minoritaires, elles sont présentes dans pratiquement tous les services : environnement, communication, ressources humaines... J'ai aussi une collègue qui, comme moi, est responsable forestière. En forêt, de plus en plus de techniciennes exercent, mais au niveau des travaux forestiers, les métiers restent très masculins.

EN QUOI LE SECTEUR SUD-OUEST DONT VOUS VOUS OCCUPEZ REPRÉSENTE-T-IL UN DÉFI À PART ?

Dans le sud des Landes de Gascogne, le morcellement des propriétés constitue un problème important en raison notamment d'une topographie de terrain prononcée. Les dessertes sont rares, et leur création implique des coûts de travaux assez élevés. La météo est une contrainte supplémentaire : avec des hivers très pluvieux, le sol limoneux et argileux devient souvent impraticable ; en été, les périodes caniculaires rendent aussi impossibles les travaux en forêt. À cela s'ajoute, en octobre, la saison de la chasse à la palombe, très populaire dans le secteur. Nos périodes d'intervention s'en trouvent finalement assez limitées,

ce qui complique l'organisation du travail des entreprises. La présence du gibier, quant à elle, nécessite une protection des plants qui, si elle concerne l'intégralité d'une parcelle, peut faire doubler le coût global de l'opération.

QU'EST-CE QUI VOUS MOTIVE LE PLUS DANS VOTRE TRAVAIL ?

Je trouve que c'est une profession plutôt noble. Nous essayons de maintenir des forêts en bonne santé, nous plantons des arbres pour les générations futures... Nos arbres sont notre oxygène ! Par ailleurs, comme je l'ai dit, Néosylva est une société encore très jeune et essayer de la faire évoluer est un objectif qui me plaît. ➡



Travaux d'entretiens mécaniques sur jeune plantation de séquoias dans les Pyrénées-Atlantiques.



Plantation de peupliers dans les Landes.



Jeune futaie de chênes après travaux de balivage.

La prescription bois, présente dans tous les territoires



Photos : Fibois France

↕ Visite, avec Fibois Bourgogne-Franche Comté, du bâtiment Géo 2 de Seturec, immeuble de bureaux écoresponsable à énergie positive, situé à Dijon.

L'an passé, l'enquête nationale de la construction bois rappelait que la part du bois dans la construction de logements s'établissait à 6,6% en 2024, un chiffre en progression de 0,2% par rapport aux données de 2022, malgré la crise qui frappe le secteur français du bâtiment. La construction bois faisait donc mieux que résister. Comparée à 2022, l'activité en matière d'entretien-rénovation a été beaucoup plus dynamique (+ 9%), et le marché de la rénovation est porteur (réhabilitation thermique, transformation de bâtiments en logements...).

PROGRAMME
Financement France Bois Forêt :
800 000 € en 2025

Publiée le 16 juillet dernier, la troisième Stratégie nationale bas carbone (SNBC 3) fixe comme objectif au secteur du bâtiment, l'un des plus émetteurs de gaz à effet de serre, de réduire de 61 % ses émissions entre 1990 et 2030.

Autre facteur favorable à l'utilisation des matériaux de construction bas-carbone comme le bois, la réglementation environnementale (RE) 2020 impose, pour les années 2028 et 2031, des seuils de performance énergétique qui obligent, là encore, à intégrer aux constructions neuves des matériaux dont la production ne contribue pas au renforcement de l'effet de serre. Le bois d'œuvre, qui conserve le carbone que l'arbre a absorbé toute sa vie durant, s'avère une solution toute trouvée.

« La RE 2020 oblige aussi à accompagner l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des maîtres d'œuvre vers des solutions à faible empreinte carbone », précise Lucie Meunier, coordinatrice du réseau Prescription bois à Fibois France.

Le stockage de carbone reste l'atout majeur du bois dans la construction. Les maîtres d'ouvrage construisant en bois cherchent donc à valoriser la surperformance de leurs bâtiments bois-biosourcés (externalités positives, crédits carbone...), et la prescription du bois n'en devient que plus importante.

COUVERTURE NATIONALE

Depuis plusieurs années déjà, Fibois France mène un travail d'accompagnement des architectes, aménageurs, collectivités, bailleurs et promoteurs. Son objectif est la massification des usages du bois dans la construction et la montée en compétence de tout l'écosystème sur

les sujets du bois et des biosourcés, de la maîtrise des coûts, du confort d'été des opérations bois, de la traçabilité du matériau... Pour relever ce défi de la construction décarbonée partout en France, l'association s'appuie sur plusieurs outils et des actions variées. Par exemple, depuis 2012, le Prix national de la construction bois (*lire pp. 28 et 29*) récompense les ouvrages bois remarquables afin de valoriser toute la chaîne de valeur, et ce avec un succès renouvelé chaque année. « Pour l'édition 2026, 674 projets ont été retenus par les Fibois régionaux. Les huit lauréats nationaux ont été couronnés lors de la remise des prix sur le récent salon Batimat »,

poursuit Lucie Meunier. À cette occasion, une conférence a été organisée avec les anciens lauréats. « Le public a pu ainsi découvrir des opérations exemplaires et engager un dialogue technique avec des professionnels reconnus par leurs pairs. »

RESSOURCES TECHNIQUES

Afin de donner accès aux maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage partout dans les territoires à des exemples d'opérations reproductibles, cette action est complétée par la publication et la mise à jour annuelle du site Panorama Bois, qui permet de présenter plus de 9 000 opérations utilisant le bois





Doc : FCBA

Application Catalogue Bois Construction mise à disposition par la filière pour favoriser l'utilisation du bois dans la construction.



Conférence sur le thème du bois en extérieur, organisée par Fibois Occitanie.



Conférence du cycle « L'Architecture sort du Bois », par Fibois Île-de-France et la Maison de l'architecture Île-de-France, au couvent des Récollets à Paris (10^e arr.).

Photos : Fibois France

(caractéristiques techniques, choix de matériaux, intervenants...). D'autres outils sont proposés, parmi lesquels le site Ambition Bois ou le Catalogue Bois Construction, qui constituent une bibliothèque de référentiels techniques à disposition des professionnels, classés par partie d'ouvrage (bardage, menuiserie extérieure, murs ossature bois...). Les internautes y trouvent aussi des solutions types déclinées en visuels (plans, coupes et détails de conception), ainsi qu'une base de données de performances (thermique, acoustique, résistance au feu...) et des aides à la rédaction de cahiers des clauses techniques particulières (CTP).

DYNAMIQUE RÉGIONALE

Les Fibois régionaux et leurs trente et un spécialistes Prescription bois sont actifs dans tout l'Hexagone pour faire progresser la part du bois, prioritairement français, dans la construction, les aménagements intérieurs et extérieurs. Au quotidien, ils sont les référents des professionnels locaux. Lors de visites de chantiers ou de conférences, ils présentent des retours d'expériences et l'actualité réglementaire afin de répondre à la demande des professionnels qui devront les mettre à profit dans leurs projets. Ils mettent tout maître d'ouvrage en relation avec un écosystème local : réseau de

maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, bureaux de contrôle... Selon les spécificités de l'opération, l'orientation se fait en local ou à l'échelle du territoire français.
« En 2025, le réseau a organisé 530 conférences, formations, journées techniques, salons, voyages et visites de chantiers. Cela a mobilisé plus de 19300 professionnels du bâtiment, architectes, entrepreneurs et industriels... Cette dynamique contribue à faire monter ces professionnels en compétence, ce qui les rendra plus sensibles aux bonnes pratiques de mise en œuvre du matériau bois », se félicite Lucie Meunier.

Des cours théoriques adaptés aux spécificités régionales, des visites en forêts, en entreprises et des mises en pratique sur maquettes sont organisées en régions dans le cadre de la formation Concepteur construction bois bas carbone (2CBBC). Cette formation thématique spécifique proposée en régions par le réseau Fibois France peut remplir l'obligation générale de formation continue des architectes.

S'ADAPTER AUX SPÉCIFICITÉS LOCALES

Parce que maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage ont besoin d'une filière régionalement développée et d'essences caractérisées pour les intégrer à leurs opérations, les prescripteurs des Fibois régionaux développent d'autres actions adaptées elles aussi aux spécificités

de leur territoire ainsi qu'aux essences d'avenir de leur région.

Par exemple, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Fibois Sud caractérise les performances d'une essence résiliente aux effets du réchauffement climatique : le cèdre de l'Atlas. Les essais réalisés dans le cadre du projet par l'institut FCBA ont permis d'établir des critères de classement visuel correspondant aux classes de résistance mécanique C18 (charpente traditionnelle, cloison) et C14 (emballage, structure non porteuse). Ils ont également permis de caractériser sa dureté Brinell, classée B, traduisant une bonne aptitude à résister aux marques et aux petits chocs dans les usages courants. En bardage, les essais de réaction au feu ont conduit à un classement D-s1,d0, équivalent voire

meilleur que celui de la plupart des autres essences. Les essais montrent également une durabilité naturelle élevée du duramen du cèdre de l'Atlas vis-à-vis des champignons lignivores, capricornes des maisons, petites vrillettes et termites souterrains¹.

Afin d'assurer leur portée opérationnelle, les prescripteurs ne travaillent donc pas seuls. Au quotidien, le partenariat avec les divers professionnels de la filière (Bois de France, institut technologique FCBA, salon Forum Bois Construction...), et d'autres branches (Ordre des architectes, Union sociale pour l'habitat, Agence Qualité Construction, filières biosourcées paille et chanvre...) s'avère essentiel. ➤

¹ Tous les résultats : <https://urlr.me/r36nma>



Signature du Pacte bois-biosourcés – proposé par le réseau Fibois – en Pays-de-la-Loire lors du Carrefour international du bois en juin 2026.

Photo : Novabuild - Collectif Biosourcé Pays de la Loire

Résobois, la plateforme de *networking* de la construction bois



Photo : Carole Humeau/Atlanbois

Opérationnelle depuis 2024, la plateforme numérique Résobois met en relation des porteurs de projets et des entreprises de la filière bois. Jérôme Martinez, responsable de l'association Bois de France, qui pilote ce programme, dresse un premier bilan.

Quels étaient les objectifs initiaux du projet et comment ont-ils évolué ?

L'outil s'adressait aux porteurs de projets de constructions bois, les maîtres

d'ouvrage, maîtres d'œuvre... et devait les aider à répondre à leur souhait de construire en bois français en identifiant facilement les entreprises Bois de France correspondant à leurs besoins. Quand nous avons présenté ce projet à France Bois Forêt et au Codifab, l'idée a plu et il a été décidé de l'étendre dès le départ à l'ensemble de la filière. Bois de France est ainsi devenu un critère de sélection dans une plateforme qui facilite la recherche de prestataires de construction bois au niveau global.

Comment avez-vous procédé pour promouvoir la plateforme auprès de ses futurs utilisateurs ?

Résobois est une plateforme de mise en relation, il était donc important d'avoir très rapidement beaucoup d'utilisateurs. Dès le début, nous avons travaillé avec les Fibois. C'était logique car il s'agissait d'un outil qui allait servir la prescription bois. Nous avons ainsi importé dans Résobois les entreprises adhérentes des Fibois et de Bois de France. Ensuite, nous avons mis en place

PROGRAMME

Référence : 25UB2140

Budget total : 88 k€

Financement France Bois Forêt : 57%

différentes actions de communication : une conférence de presse à Batimat 2024 annonçant le lancement de la plateforme, des interventions sur d'autres salons professionnels, des reportages dans plusieurs magazines de la filière... Nous avons utilisé tous les canaux à notre disposition.

Depuis la création de cet outil, y a-t-il eu des évolutions dans son organisation et/ou son fonctionnement ?

Au niveau de la plateforme, nous avons apporté différentes améliorations en termes d'ergonomie et de suivi. Actuellement, nous intégrons la certification PEFC comme certification vérifiée. Nous avons mis en place des éléments comme la zone de chalandise, l'accès multicompte pour les entreprises qui gèrent plusieurs projets... Ces évolutions permettent de s'adapter à la réalité de ce qui se passe tous les jours dans les entreprises. Résoboïs a été conçu pour faciliter l'accès aux entreprises de la filière bois sans que cela modifie la façon de faire des porteurs de projets. Il y a le moins

de contraintes possible, pour qu'ils puissent travailler comme ils en ont l'habitude. Ils peuvent entrer en contact avec des entreprises qualifiées en trois clics, les critères de compétences sont plus affinés que dans des annuaires classiques. On choisit les entreprises, on leur envoie le projet, puis un tableau de bord permet de voir qui a répondu. La mise en relation est beaucoup plus rapide.

La plateforme est en quelque sorte la vitrine de l'offre en bois-construction de la filière. Les informations publiées par différentes entreprises sont-elles systématiquement fiabilisées par des modérateurs ?

L'aspect modération est essentiel et a représenté une part importante du développement, afin que tous les administrateurs de Résoboïs – prescripteurs Fibois et Bois de France – puissent avoir accès au back-office et intervenir sur les fiches entreprises si un tel besoin se présente. Les entreprises qui sont inscrites saisissent différentes informations, comme leur catalogue

de produits, qui doivent être validées par l'administrateur. C'est une étape nécessaire pour que la fiche apparaisse sur la plateforme.

Quels sont les principaux résultats obtenus jusqu'à présent, et comment comptez-vous développer ce programme ?

Aujourd'hui, 1 300 entreprises sont inscrites sur Résoboïs. Mais nous constatons néanmoins qu'elles sont assez attentistes. Or, pour créer du réseau... il faut « réseauter » ! Cette année, nous essayons de les inciter à devenir proactives. Nous communiquons notamment vers les porteurs de projets, surtout les architectes, pour qu'ils utilisent Résoboïs, qu'ils y déposent leur projet pour entrer en contact avec des entreprises de mise en œuvre (charpentiers, menuisiers, etc.). Si ces entreprises obtiennent des marchés par Résoboïs, elles en comprendront l'intérêt et pourront elles-mêmes l'utiliser pour rechercher des fournisseurs. ➡

The screenshot shows the Résoboïs platform interface. At the top, the user is logged in as 'Paul Martin - ABC Charpentier - Lyon 3ème' with a 'Déconnexion' link. The main heading is 'Projets en cours'. A search bar and a 'Nouveau projet +' button are at the top right. The left sidebar contains 'Projets', 'Profil', and 'Paramètres'. The central area, titled 'Projets créés', lists projects with icons and details. A notification banner is displayed over the projects. On the right, a summary box shows statistics: 6 projets créés, 27 réponses reçues, and 4 collaborations. A button 'Voir les demandes clôturées (17)' is also present.

Favoriser le recyclage des déchets de bois



Photos : FCBA

Les matières premières utilisées dans l'industrie du panneau de particules sont triées pour répondre au cahier des charges de composition chimique. À gauche, des particules contenant des matériaux issus du recyclage à 50 % ; en bas, des particules contenant 10 % de recyclé ; à droite, des particules vierges.

Porté par l'institut technologique FCBA et l'éco-organisme Écomaison, le programme Identidech s'inscrit dans un objectif de maîtrise de la qualité et d'augmentation des sources d'approvisionnement pour l'industrie du panneau. Il vise à améliorer le tri et, de ce fait, la valorisation du bois recyclé. Ses premiers résultats sont prometteurs.

Les déchets de bois représentent un gisement important de produits valorisables. En 2025, une étude de l'Ademe estimait à près de 7,4 millions de tonnes le poids de déchets de bois

collectés, notamment en centres de tri, plateformes et déchetteries. La majorité des bennes collectées sont constituées de résidus de différentes origines et classes, dégradant les valorisations possibles, notamment pour le recyclage en panneaux de particules. La qualité est amenée à progresser avec la mise en place de méthodes de caractérisation de déchets issus de l'ameublement, de la déconstruction, du bricolage ou des jouets usagés. Pour doper le rendement de valorisation matière en orientant les

qualités selon le cahier des charges de l'utilisation future des déchets, l'amélioration de la performance du tri en amont est capitale. C'est tout l'objet du programme de recherche Identidech.

IDENTIFICATION DES ADJUVANTS

Ce projet, coordonné par FCBA et intégrant le Critt Bois (Centre régional d'innovation et de transfert de technologies) pour les industries du bois et le Lermab (Laboratoire d'études et de recherche sur le matériau bois), vise à développer un outil de caractérisation du bois post-consommation. « *L'objectif principal*, souligne Michaël Lecourt, responsable de l'équipe InTechFibres à l'institut technologique FCBA, *est de qualifier et quantifier les contenus en adjuvants de déchets bois*. In fine, *l'objectif est d'éviter que des produits*

PROGRAMME

Références : 25UB2152, 26UB2416

Budget total : 537 179 k€

Financement France Bois Forêt : 22 %

non adaptés ne se retrouvent dans les matières premières à destination de l'industrie du panneau de particules. »

Lors de la première année du programme, les chercheurs ont caractérisé des échantillons calibrés d'une matériauthèque à l'aide de technologies non destructives : la fluorescence X (XRF) et la spectroscopie proche infrarouge (NIRS). *« Utilisés en laboratoire, ces systèmes ont prouvé leur capacité à distinguer bois natifs et adjuvants sans interférence de l'essence considérée. Dans ces conditions, les modèles développés sont capables de sélectionner des matériaux utilisables par les industriels »,* se félicite Michaël Lecourt.

COUPLAGE DE HAUTES TECHNOLOGIES

L'approche en laboratoire s'avère donc opérationnelle sur des déchets bois réels. *« Tous les verrous technologiques ont été levés »,* confirme Michaël Lecourt.

Ces résultats, qui valident la combinaison rayons X, NIRS et analyses statistiques avancées, fournissent une base solide pour la montée en maturité des phases suivantes du projet.

Et elles ne seront pas moins ambitieuses que la première : il s'agira de transposer ces méthodes de tri dans l'univers industriel où les conditions thermiques, hydriques et d'empoussièrement diffèrent grandement de celles d'un laboratoire. *« C'est tout le challenge de la prochaine phase du projet : adapter des technologies sensibles à la moindre variation environnementale à l'univers d'un centre de tri ou d'une déchetterie »,* rappelle Michaël Lecourt. Producteurs de déchets et industriels devront patienter le temps nécessaire avant l'arrivée sur le marché d'appareils de tri directement issus du projet Identidech. ➡



Photo : Lermab

Les échantillons bois investigués dans le cadre de la deuxième année du projet pour tester la montée en échelle de la technologie.



Photo : FCBA

Un des trois spectromètres NIRS utilisés dans le projet.



Photo : FCBA

Échantillons testés et caractérisés sous différents aspects (massif, poudre) et adjuvants dans le cadre du projet.

Conjoncture de la filière forêt-bois



Photo : Bernard Petit/CNPF

La présente note de conjoncture dresse un état des lieux actualisé de la filière forêt-bois, depuis la sylviculture jusqu'aux marchés du bois, en passant par les activités de transformation. Elle fait état de résultats contrastés en fonction des essences et des débouchés, et repose sur les dernières données disponibles à la date de rédaction¹.

LA FILIÈRE FORÊT-BOIS EUROPÉENNE

La filière forêt-bois européenne évolue dans un environnement mondial incertain. Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient ont fortement perturbé les marchés de l'énergie et des matières premières, entraînant une hausse des coûts de production et de transport.

À ce stade, il est difficile d'entrevoir les évolutions à venir du conflit en Iran, qui pèse notamment sur les prix de l'énergie et des matières premières.

Dans ce contexte, les marchés du bois restent contrastés. La demande en résineux européens demeure soutenue, avec des prix des grumes atteignant des niveaux records, notamment en Europe du Nord et dans la zone DACH². À l'inverse, le marché du chêne présente une évolution plus nuancée : les sciages

et les traverses se stabilisent, tandis que le merrain reste confronté à une crise structurelle liée au recul mondial du marché des vins rouges, aggravée par les tensions commerciales internationales. Le hêtre, pour sa part, conserve des débouchés à l'export, mais subit une concurrence accrue qui pèse sur les prix des grumes comme des sciages.

ANALYSE DE LA CONJONCTURE DE LA FILIÈRE FORÊT-BOIS EN FRANCE

Plants forestiers³

Les données de la campagne forestière 2024-2025 mettent en évidence une nouvelle contraction du marché français des plants forestiers, avec une baisse des volumes commercialisés de l'ordre de 12 % par rapport à la campagne précédente. Ainsi, environ 53 millions

¹ Il convient de noter que les sources mobilisées présentent une hétérogénéité dans les millésimes couverts, en raison de calendriers de publication variables selon les organismes et les segments de la filière.

² Allemagne, Autriche, Suisse.

³ Source : DGPE

de plants ont été vendus en 2024-2025, contre près de 60 millions en 2023-2024, confirmant un niveau d'activité inférieur à celui observé au cours des campagnes antérieures. Cette baisse s'explique principalement par des conditions climatiques défavorables ayant retardé les exploitations, les travaux préparatoires et les plantations dans certaines régions, mais également par un contexte économique et climatique incertain ainsi que l'instabilité du dispositif France Nation Verte, qui freinent les projets de reboisement.

Approvisionnement en bois en forêt publique⁴

Concernant le bois sur pied, les dynamiques de prix restent fortement contrastées selon les essences. Les résineux poursuivent leur hausse (+22 % pour les résineux blancs sur un an), soutenus par un déficit d'offre sur le marché européen lié aux épisodes de scolytes, qui ont entraîné une mobilisation accrue de bois sanitaires,

ainsi que par une demande toujours dynamique, certains pays européens, dont l'Allemagne, renforçant leurs approvisionnements en France. À l'inverse, le chêne connaît une baisse marquée et continue depuis 2023. Dans un contexte de repli de la demande, particulièrement sur le segment des tonnelleres, débouché historiquement structurant, mais en nette contraction aujourd'hui, le chêne a connu une nouvelle baisse de 33 % entre 2025 et 2026.

Le prix ONF du bois façonné sur un an, à fin mars 2026, est en hausse pour le frêne (+5 %) et les résineux (de 8 à 13 %). Le hêtre est stable et le chêne (-25 %) revient à son niveau de prix d'il y a 5 ans, avant l'envolée de la reprise post-Covid.

Approvisionnement en bois en forêt privée⁵

En 2025, les ventes groupées de bois ont atteint 1,2 Mm³, en léger recul par rapport aux deux années précédentes et proches des niveaux les plus bas de la

dernière décennie. Cette contraction de l'offre s'explique principalement par un ralentissement de certains débouchés, affectant plus particulièrement les essences feuillues.

Par rapport aux prix, les tendances divergent : les résineux poursuivent leur progression et atteignent leur niveau moyen le plus élevé depuis vingt ans, tandis que les feuillus enregistrent une baisse généralisée, particulièrement marquée pour le chêne. Dans ce contexte, le prix moyen toutes essences confondues s'établit à 86 €/m³ (69 €/m³ pour les résineux), confirmant un niveau durablement supérieur à celui d'avant 2020 (environ 60 €/m³). Au global, l'indice du prix des bois sur pied en forêt privée recule de 4 % en 2025, après une hausse de 7 % en 2023-2024.

En ce qui concerne le bois d'œuvre, les volumes mis en marché ont connu une légère baisse au second semestre 2025, avec une baisse globale de 3,4 % par rapport au 2^e semestre 2024 (-3,2 % pour les résineux et -3,7 % pour les feuillus)

⁴ Source : ONF

⁵ Source : Experts forestiers de France



Photo : Jean-Paul Gayot/CRPF Limousin/CNPF

Vente aux enchères d'un lot de gros douglas en forêt privée (Limousin).



Photo : Atlanbois

Grumes de chênes en forêt domaniale du Gâvre (Loire-Atlantique).



Photo : Fibra

Essences résineuses dans le Bas-Rhin.

selon les données des Experts forestiers de France.

Synthèse des marchés des bois ronds rendus⁶

Au premier trimestre 2026, les marchés du bois présentent des dynamiques contrastées selon les essences et les débouchés. Le bois d'œuvre bénéficie globalement d'une demande à la hausse par rapport au trimestre précédent : léger redressement pour le chêne, forte tension sur l'épicéa, et dynamique particulièrement soutenue pour le douglas dont les prix atteignent des niveaux records sous l'effet d'une offre limitée et d'une demande française et européenne élevée. Le pin maritime confirme également sa résilience, porté notamment

par l'emballage, tandis que les débouchés en menuiserie et parquet compensent le ralentissement du déroulage. À l'inverse, les marchés du bois d'industrie apparaissent plus fragiles et hétérogènes, avec un ralentissement de la demande pour certaines qualités de trituration et des incertitudes persistantes autour de plusieurs acteurs industriels, notamment Fibre Excellence. Les unités de granulés constituent toutefois un soutien ponctuel à la demande.

Dans l'ensemble, le trimestre se caractérise ainsi par un marché du bois d'œuvre dynamique, voire sous tension pour certaines essences, tandis que les débouchés industriels restent plus incertains.

TRANSFORMATION

Activité des scieries⁷

Au 1^{er} trimestre 2026, le marché du sciage se redresse : les prix des feuillus reculent, tandis que ceux des résineux progressent, et l'activité des scieries repart à la hausse (+3,2 %), portée notamment par le rebond des exportations. La dynamique est particulièrement marquée pour les résineux, avec un chiffre d'affaires en hausse de 8,1 %, soutenu par la demande nationale et une forte progression à l'export (+24,7 %).

Commerce international⁸

Le commerce international du bois confirme des évolutions contrastées selon les produits et les essences. Les importations françaises de sciages

⁶ Source : Groupe Coopération forestière

⁷ Source : Centre d'études de l'économie du bois

⁸ Sources : FrenchTimber et Douane française

résineux poursuivent leur recul, avec une baisse de 44 % des volumes en cinq ans, contribuant à réduire de 58 % le déficit commercial sur ce segment, tandis que les prix des sciages importés demeurent modérés dans un contexte international relativement stable.

À l'export, les grumes de chêne affichent une augmentation de 44 % en valeur sur un an, portée notamment par une hausse de 28 % des volumes expédiés vers la Chine, qui représente désormais près de 40 % des débouchés du chêne français. Les exportations de grumes résineuses progressent également (+ 11 %), essentiellement sous l'effet de la hausse des prix, tandis que celles de hêtre reculent de 16 %, pénalisées à la fois par une baisse des volumes et des prix. Enfin, les exportations de sciages demeurent bien orientées pour le chêne (+ 10 %) et les résineux (+ 9 %), alors que le hêtre enregistre un léger

repli (- 3 %), confirmant des perspectives plus favorables pour les essences les plus demandées sur les marchés internationaux.

Débouchés : bois-énergie

Début 2026, le marché du bois-énergie reste favorable, soutenu par le maintien de prix élevés de l'électricité, du fioul et du gaz, qui renforcent la compétitivité du bois malgré un hiver particulièrement doux. Après plusieurs années de fortes hausses, les prix se stabilisent pour la plaquette forestière C3 (+ 2 % sur un an), tandis que les prix progressent encore au premier trimestre 2026 pour les bûches et plaquettes industrielles (+ 6 %) et les granulés (+ 10 %), traduisant une demande qui demeure soutenue.

En résumé

La filière évolue dans un contexte contraint, marqué par des tensions

sur les matières premières, une augmentation des coûts et une visibilité limitée. À ces fragilités structurelles s'ajoutent désormais de nouveaux aléas susceptibles de perturber les équilibres de marché : les incendies de l'été, ayant affecté près de 4 millions de mètres cubes de bois, pourraient entraîner un afflux ponctuel de bois incendié sur le marché et accentuer les déséquilibres entre l'offre et la demande, tandis que la menace du nématode du pin fait peser un risque majeur sur les chaînes de valeur françaises. Dans ce contexte, la capacité de la filière à anticiper ces chocs, à sécuriser son approvisionnement et à préserver ses équilibres de marché sera déterminante pour sa résilience et sa compétitivité. 🍂



Transport de grumes.

Photo : Fibra

Nos forêts envoient du bois : une deuxième vague publicitaire qui renforce l'impact de la campagne



Photos : France Bois Forêt-CODIFAB

Après une première prise de parole en 2025, France Bois Forêt et le CODIFAB ont poursuivi en 2026 avec une ambition renforcée : faire mieux comprendre le rôle de la filière forêt-bois dans la transition écologique et la décarbonation. Cette deuxième vague confirme l'installation de la campagne dans le paysage publicitaire et valide les évolutions apportées au dispositif créatif et média.

UNE CAMPAGNE QUI GAGNE EN VISIBILITÉ

Déployée autour d'un nouveau film de 15 secondes, complémentaire du spot de 20 secondes diffusé en 2025, la campagne a fait le choix de rendre les bénéfices du bois plus concrets, en montrant des usages proches du quotidien : mobilier, emballages, menuiseries, bardage ou encore chauffage... Le dispositif média de cette seconde vague a consisté en une diffusion TV auprès des 35-59 ans du 14 juin au 5 juillet et une campagne digitale sur la même période, complétée du 15 septembre au 6 octobre par une diffusion du spot sur France TV (la plateforme de *replay* de France Télévisions), Twitch, Youtube et TikTok, afin de renforcer la répétition et la mémorisation auprès des 15-34 ans.

Cette nouvelle vague de campagne TV a généré 24,1 millions de contacts auprès des 35-59 ans, 39,5 % d'entre eux ont été exposés au spot en moyenne 2,9 fois. En ligne, la stratégie multicanale a permis de dépasser les objectifs initiaux, avec 4,4 millions de vidéos vues en entier. Les réseaux sociaux ont, eux aussi, affiché de très bonnes performances : 24 millions d'impressions et 918 000 vidéos vues à 100 %.

DES MESSAGES RÉPÉTÉS, MIEUX COMPRIS ET DAVANTAGE APPRÉCIÉS

Le post-test¹ réalisé par un cabinet spécialisé auprès de 1 000 Français confirme la progression de la campagne. Le souvenir du premier spot reste stable à 17 %, tandis que le nouveau film atteint

14 % pour sa première diffusion. Près d'un quart des moins de 35 ans se souviennent du spot 1, soit une progression de 5 points par rapport à 2025. Le deuxième spot atteint également 21 % de souvenir auprès de cette cible, signe d'une bonne réception auprès des jeunes.

La campagne progresse également sur le fond. Grâce au spot, les Français identifient davantage l'importance de la forêt et du bois dans la décarbonation. Le post-test montre que le rôle de la forêt et du bois dans la lutte contre le changement climatique est spontanément cité par 17 % des répondants, contre 8 % en 2025. 85 % des répondants considèrent que le film rend bien compte de la contribution de la forêt et du bois à la décarbonation, et 82 % jugent ce message clair. Les usages quotidiens du bois sont également très bien perçus, avec 87 % d'adhésion. On peut donc dire que cette deuxième vague confirme la pertinence du dispositif et le besoin de répétition : la campagne apparaît aujourd'hui plus lisible, plus accessible et particulièrement efficace auprès des jeunes. 🌲

¹ Sondage réalisé auprès d'un échantillon représentatif des Français après la diffusion du spot.

DISPOSITIF PUBLICITAIRE 2026

DU 14 JUIN AU 5 JUILLET

**Campagne TV sur
france•2 france•3 france•5**

Cible : 35-59 ans

Campagne en ligne



DU 15 SEPTEMBRE AU 6 OCTOBRE

Campagne en ligne

france•tv YouTube



Visionner le spot de 15 secondes intitulé
**Gestion des forêts et usages
du bois pour décarboner**



Visionner le spot de 20 secondes intitulé
**Savez-vous que la forêt et le bois contribuent
à la décarbonation ?**



Prix national de la construction bois 2026



Photo : Romain Gautier/Fibois France

Les lauréats du Prix national de la construction bois 2026, récompensés le 30 septembre dernier lors du salon Batimat.

La 15^e édition du Prix national de la construction bois (PNCB) a attiré 674 candidats, soit 36 de plus que l'année dernière. Avec huit catégories, le concours couvre l'ensemble des savoir-faire de la filière et reflète les tendances du marché de la construction bois.

Les candidatures concernant les projets de réhabilitation ont été en hausse cette année encore, confirmant ainsi les conclusions de la dernière enquête nationale qui avait pointé une augmentation des activités en matière d'entretien-rénovation de 9 %. *A contrario*, les candidatures concernant les habitations individuelles ont été en baisse, ce qui confirme également les chiffres de cette même enquête. Une hausse des candidatures dans les catégories Travailler/Accueillir (148 en 2026, contre 131 en 2025) et Habiter ensemble (47 en 2026, contre 37 en 2025) indique qu'il s'agit de deux marchés porteurs pour la construction

bois. Près de 70 % des candidatures intègrent du bois français (+ 10 % environ par rapport à 2023), et, pour la première fois depuis 13 ans, la part des projets dont le volume de bois est supérieur à 20 m³ passe la barre des 50 % (contre environ 45 % en 2025).

LES CRITÈRES D'ÉVALUATION

Les membres du jury se sont réunis le 7 juillet pour désigner les lauréats. Ils ont été particulièrement vigilants à l'intégration paysagère des ouvrages. C'est une approche chère au président de cette édition 2026 du PNCB, Thomas Leblanc, associé de l'agence 360° Architecture à Toulouse, lauréate du Grand Prix du

Jury l'année dernière pour le groupe scolaire Rosa-Bonheur : « *Notre travail interroge relation entre matériau, territoire et architecture, des principes qui résonnent avec les projets finalistes sélectionnés par les jurys régionaux. Des équipements publics aux logements, de la construction neuve à la réhabilitation, des contextes urbains aux situations rurales, les réalisations présentées témoignent d'une grande liberté dans l'usage du bois. Cette diversité est sans doute l'une des grandes forces de la construction bois à l'échelle nationale. J'ai également été frappé par une tendance qui traverse de nombreux projets : un retour au bon sens constructif et à une relation plus simple, plus directe avec le matériau. Bois locaux, essences adaptées aux territoires, matériaux peu transformés et vérité constructive, recours aux savoir-faire et aux filières de proximité, complémentarité entre la structure bois et les matériaux bio-géosourcés : autant de démarches qui interrogent et nourrissent l'acte de construire.* »

RENDEZ-VOUS D'AUTOMNE

La remise des prix s'est déroulée le 30 septembre dernier au salon Batimat, à Paris. Les réalisations lauréates ont pu être visitées du 15 au 18 octobre 2026, à l'occasion des Journées nationales de l'architecture, en partenariat avec Habiter Bois. Enfin, une exposition photographique des lauréats était organisée les 21 et 22 octobre 2026 au salon architect@work à la Grande Halle de La Villette. 🍁



Télécharger gratuitement
l'ouvrage des lauréats
de l'édition 2026

LAURÉATS 2026

Apprendre/Se divertir

Complexe sportif à Parçay-Meslay (37)

Maître d'ouvrage : Tours Métropole Val de Loire (37)

Architecture : Oyapock Architectes (75)

Essences : épicéa et douglas (France et Europe)

Travailler/Accueillir

Pavillon d'accueil du lac de Fontclaire, Puivert (11)

Maître d'ouvrage : Commune de Puivert (11)

Architecture : BVA Architectes associés (31)

Essences : épicéa et douglas (Occitanie)

Réhabiliter un équipement

Ensemble mixte avec surélévation en bois sur une dalle des années 1970, rue des Poissonniers, Paris (75)

Maîtres d'ouvrage : WO2 (75), Icawood (75)

Architecture : Chartier Dalix (75)

Essences : épicéa (Grand Est et Europe), robinier (France)

Habiter ensemble

Démé'Terre, Chavagne (35)

Maître d'ouvrage : Espacil (35)

Architecture : Anthracite architecture (35)

Essences : épicéa (France et Europe), pin maritime (France)

Habiter une maison

Atom Earth Mother, Morlaix (29)

Maître d'ouvrage : particulier

Architecture : Atelier du Ralliement (44)

Essences : douglas, châtaignier, épicéa, pin maritime (France), pin sylvestre (Europe)

Réhabiliter un logement

Transformation d'un ancien parking en 83 logements dans un foyer social, Paris (75)

Maître d'ouvrage : RIVP (75)

Architecture : NZI Architectes (75)

Essence : épicéa (France et Europe)

Agencement intérieur

Réhabilitation d'un buron, Fontanges (15)

Maître d'ouvrage : particulier

Architecture : Atelier Camino (15)

Essences : chêne, douglas, peuplier, mélèze (Auvergne-Rhône-Alpes)

Aménagement extérieur

Passerelle du Foron, Taninges (74)

Maître d'ouvrage : Commune de Taninges (74)

Architecture : Agence Cloutier Simon (74)

Essences : mélèze et épicéa (Auvergne-Rhône-Alpes)

Une vie sans bois, vous y croyez ?

L'Union de la coopération forestière française (UCFF) et la Fédération nationale du bois (FNB) mènent jusqu'en novembre 2026 une campagne de communication grand public qui vise à rappeler l'omniprésence du bois dans le quotidien des Français.

« Et vous ? Une vie sans bois, vous y croyez ? » C'est la question posée aux Français via une campagne d'affichage qui mise sur l'humour, ainsi que sur les réseaux sociaux grâce à une vidéo *Fake Out of Home*¹.

Grâce à ses visuels percutants et à son parti pris de ne pas recourir

à la photo, cette campagne attire l'attention des Français sur l'omniprésence du bois, les encourage à choisir cette ressource écologique et leur rappelle que la gestion durable des forêts françaises permet de récolter le bois nécessaire à leurs besoins quotidiens. 🌲

¹ Vidéo truquée pour simuler l'irruption d'un élément fantastique dans le monde réel.

PENSÉE POUR TOUCHER UN PUBLIC URBAIN, CETTE CAMPAGNE D'ENVERGURE A MULTIPLIÉ LES SUPPORTS :

- À Paris, le quai de la ligne 12 de la station Saint-Lazare était entièrement dédié à la campagne du 6 au 12 octobre.
- À Lyon, Bordeaux, Nantes et Strasbourg, elle investit les affichages urbains et abribus.
- Les visuels de la campagne sont repris par les comptes Facebook, Instagram, LinkedIn et X de la FNB et de l'UCFF.
- La vidéo *Fake Out of Home* montrant l'Arc de Triomphe recouvert de bois est diffusée sur 78 écrans d'affichage répartis dans Paris.
- Sur Facebook, Instagram et TikTok, cette même vidéo est sponsorisée.



PROGRAMME

Référence : 26GP2306

Budget total : 150 000 €

Financement France Bois Forêt : 125 000 €



Photo : Amélie Pade



Photo : Élodie Daguin/Communes forestières France



Photo : France Bois Forêt

Les événements de la forêt et du bois à venir

DU 24 AU 26 NOVEMBRE 2026

SALON DES MAIRES ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES
PARIS EXPO,
PORTE DE VERSAILLES
salondesmaires.com



Retrouvez le stand partagé Communes forestières France et France Bois Forêt dans le hall 7.3 emplacement R71.

DU 8 AU 10 DÉCEMBRE 2026

SIMI
PARIS EXPO,
PORTE DE VERSAILLES
salonsimi.com



La filière forêt-bois sera de nouveau présente au SIMI et animera une conférence dont le sujet sera prochainement annoncé.

DU 4 AU 6 DÉCEMBRE 2026

SALON EUROPÉEN DE L'ÉDUCATION
PARIS EXPO,
PORTE DE VERSAILLES
salon-education.com



VeryWoodMétier, l'action de promotion des métiers de la filière forêt-bois, sera présent à l'Aventure des métiers du 4 au 6 décembre, au sein du Salon européen de l'éducation qui se tient du 2 au 6.

DU 10 AU 12 FÉVRIER 2027

FORUM BOIS CONSTRUCTION
GRAND PALAIS,
PARIS
forum-boisconstruction.com



La 16^e édition du Forum Bois Construction se tiendra au Grand Palais à Paris. Son thème : la construction biosourcée pour bâtir un avenir.

DU 27 FÉVRIER AU 7 MARS 2027

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE
PARIS EXPO,
PORTE DE VERSAILLES
salon-agriculture.com



La filière forêt-bois sera de nouveau présente à l'incontournable événement pour porter ses messages auprès du grand public.

DU 27 AU 29 OCTOBRE 2027

FORUM BOIS CONSTRUCTION
ENSTIB, ÉPINAL LE 27
CENTRE PROUVÉ,
NANCY LES 28 ET 29
forum-boisconstruction.com



2027, ce n'est pas une mais deux éditions du Forum Bois Construction ! La 16^e aura lieu à Paris en février (voir ci-dessus), la 17^e à Nancy en octobre. À vos agendas !

DU 29 JUIN AU 1^{er} JUILLET 2027

ALL4PACK EMBALLAGE
PARIS EXPO,
PORTE DE VERSAILLES
all-for-pack.com



Initialement prévu pour se tenir en novembre 2026 à Villepinte, le salon de l'emballage se tiendra du 29 juin au 1^{er} juillet 2027 à Paris Expo, porte de Versailles.

Plus d'informations sur les événements de la filière forêt-bois sur franceboisforet.fr



#VERY WOOD METIERS

SI VOUS CHERCHEZ DU BOULEAU,
Y'EN A DANS LES BOIS !

**Faire découvrir les métiers
de la forêt et du bois aux talents de demain.**

Retrouvez-nous au :

SALON EUROPÉEN DE L'ÉDUCATION

4, 5 & 6 DÉCEMBRE 2026

PARIS - EXPO



@verywoodmetiers

www.verywoodmetiers.fr